

European Union – Brazil Forum on Internationalisation of Higher Education
Bruxelles 24 février 2014

Boosting EU-Brazil cooperation and the internationalization of higher education
European Universities views and experiences

Jacques Comby Président de l'Université Jean Moulin, Président de la Commission des Relations
Internationales et des Affaires Européennes de la Conférences des Présidents d'Universités

Mesdames et Messieurs les représentants du gouvernement de la République
brésilienne,

Mesdames et Messieurs les représentants de l'Union Européenne et des pays membres,

Mesdames et Messieurs les représentants d'universités,

Biens chers collègues,

C'est avec une émotion toute particulière que j'ai reçu et accepté la proposition d'être
l'un des intervenants de cette journée.

Ce sentiment prend bien sûr sa source dans l'honneur qui m'est fait de pouvoir
m'adresser à vous, tant au nom de la Conférence française des Présidents d'Université
qu'en représentation de l'ensemble des universités européennes.

Mais si je parle d'émotion, c'est aussi parce que cette journée est placée sous le signe de
notre relation commune avec le Brésil. Si vous me permettez ce bref moment
d'exposition d'une histoire personnelle, je me souviens ici du jeune géographe que
j'étais, et qui rencontra pour la première fois ce grand pays en débarquant à Belém do
Pará dans les années 80. Le temps est depuis passé, et je suis aujourd'hui le Président
d'une université qui développe de nombreux partenariats avec ses homologues
brésiliennes. Serait-ce le cas sans cette rencontre initiale, sans cette nécessité d'une
relation au Brésil qui s'est alors durablement imposée à mon esprit ? Sans doute pas, et
c'est sur cette base que je développerai maintenant un propos plus institutionnel, et plus
politique.

Les figures de la rencontre et de la construction d'une histoire commune ne valent pas que dans les cas individuels. Elles sont aussi opérantes au niveau des entités collectives, donc au niveau des institutions que nous représentons tous ici. Entre l'Europe et le Brésil – et je dirais, par delà le Brésil, toute l'Amérique du sud autour de lui –, cette rencontre est désormais ancienne. Si elle n'a pas toujours été placée sous un signe positif, elle a néanmoins façonné deux mondes à la fois différents et parents, et ceci à un degré incomparable. Cette parenté transatlantique est notre force et notre horizon. Notre avenir, économique, politique, intellectuel, est-il concevable sans que nous ne prenions acte de cette communauté de fait, et que nous élaborions ensemble les outils destinés à la rendre chaque jour plus concrète ?

L'Europe de l'enseignement supérieur est bien sûr une Europe ouverte sur l'ensemble du monde. Il n'y a en ce sens pas de réseau plus international et plus ouvert que celui des universités, de leurs enseignants, de leurs chercheurs, de leurs étudiants. Le monde des universités est celui de la circulation et du partage de la connaissance, et c'est un monde qui supporte mal les frontières. La responsabilité de l'Union Européenne est donc d'accompagner cette évidence, et de doter chacun de ses citoyens, et au premier rang les plus jeunes d'entre eux, des instruments et des compétences nécessaires à un plein exercice de cette mobilité.

Récemment, à l'été 2013, la Commission européenne a adopté un document stratégique intitulé « L'enseignement supérieur européen dans le monde ». La stratégie définie y repose sur deux piliers a priori contraires mais de fait complémentaires :

- Premièrement que chaque jeune diplômé européen puisse obtenir les compétences nécessaires à un exercice professionnel dans tout endroit du monde ;
- Deuxièmement que l'Europe reste la destination privilégiée des étudiants du monde entier.

Les enjeux sont clairs. Alors que, dans le monde, le nombre d'étudiants inscrits dans l'enseignement supérieur atteindra les 400 millions en 2030, soit une multiplication par 4 en 30 ans, le nombre d'étudiants en mobilité dépassera certainement les 7 millions – ce qui reste une minorité, mais une minorité stratégique. L'Europe est aujourd'hui la destination de près de 45 % de ces étudiants, et il y a un véritable défi à maintenir une telle place dans le futur, alors même que les pays pourvoyeurs de mobilité sortante deviennent progressivement des destinations elles-mêmes fortement attractives.

Depuis que le Brésil développe un très ambitieux programme de mobilité, « Science sans Frontière », le pays se trouve radicalement projeté sur la scène de ce qui peut apparaître comme l'une des plus grande compétitions du 21^{ème} siècle. Bien que ce programme comporte déjà un ensemble de mesures de financement d'une mobilité entrante, les projecteurs sont surtout braqués sur cette imposante vague de jeunes étudiants parcourant le monde pour y étudier avec l'appui de leur gouvernement.

Le Brésil pourra-t-il faire l'économie d'une stratégie d'attractivité massive, qui serait complémentaire de son investissement dans l'internationalisation de ses propres étudiants ? A l'image d'un autre acteur majeur comme la Chine, vers qui convergent déjà 7 % des mobilités mondiales, il semble bien que le Brésil doive aussi se poser cette question.

Les discours de toutes provenances se plaisent à décrire ces mouvements sous l'angle de la compétition et du marché. Il serait bien sûr naïf de le nier, à l'époque de la construction d'économies chaque fois plus globalisées et basées sur la connaissance. Mais je suis persuadé – et je sais que je ne suis pas le seul dans cette salle – qu'il y a d'autres modèles à bâtir entre le Brésil et l'Europe, basés sur une logique de coopération et de développement d'intérêts mutuels.

Tout autant que les politiques publiques qui les accompagnent, les universités, et principalement les universités publiques, ont un rôle majeur à jouer dans ce scénario. Nous devons nous engager, ensemble, dans la voie de la construction de dispositifs chaque fois plus structurants et durables. La mise en place de diplômes conjoints, de réseaux d'établissements, de programmes pédagogiques innovants, de dispositifs alliant

enseignement et recherche, d'échanges sur les démarches de qualité, est un passage obligé pour le futur de nos relations.

Nous sommes aussi conscients que l'internationalisation de nos établissements passe par une réflexion sur la très grande proportion de nos étudiants qui ne connaissent aucun parcours à l'étranger. Selon l'expression consacrée, cette logique de l'internationalisation « à la maison » repose sur l'idée que les compétences nécessaires pour naviguer dans un monde global peuvent aussi s'acquérir dans sa propre université, que ce soit à travers l'enseignement des langues, la pratique des enseignements virtuels ou l'accueil de représentants d'institutions étrangères. Je donnerai un exemple en ce sens : à l'heure où de nombreuses universités françaises – et d'autres européennes – préparent l'installation de représentations permanentes au sein de leurs partenaires brésiliens, la réciprocité serait une innovation majeure. Aux carences de la mobilité des étudiants peut répondre le développement de la mobilité des institutions. Les étudiants européens pourraient tout à fait recevoir, ici même, des enseignements de collègues brésiliens.

Lancé en 1987, le programme Erasmus, acteur emblématique de la construction de l'espace européen de l'enseignement supérieur, a désormais plus de 25 ans. Il vient d'être relancé de manière amplifiée, sous le nom de « Erasmus+ », programme qui devrait être doté de 14.8 milliards d'euros pour les 7 ans à venir, soit 40% de plus que les programmes qui l'ont précédé. Plus globalement, Erasmus+ s'inscrit dans la vaste stratégie d'enseignement, de recherche et d'innovation européenne qui, sous le nom de « Horizon 2020 », déploiera plus de 80 milliards d'euros de budget, venant en complément de ceux des états membres de l'Union Européenne.

La construction de l'Europe à travers ces grands programmes dédiés à la connaissance reste un objectif sans cesse à construire et reconstruire. Mais le nouveau programme Erasmus+ prend résolument acte de la nécessité de se projeter dans un monde global, et une part notoire de ses budgets se tournera vers la coopération avec nos partenaires non-européens, et parmi eux le Brésil.

Les étudiants européens pourront désormais obtenir des financements pour étudier au Brésil, tout comme les étudiants brésiliens pourront le faire dans les universités européennes. Cette possibilité sera renforcée encore dans le cadre de diplômes de masters conjoints.

Ceci étant dit, là où les gouvernements peinent à aborder des questions difficiles, et à leur trouver des solutions, le rôle des universités est au contraire de poser les problèmes d'activer la réflexion. Disons le clairement, le futur de relations pleinement réciproques entre universités européennes et brésiliennes passera par deux réalités déjà incontournables :

- Tout d'abord, alors que les pouvoirs publics de part et d'autre développent d'imposants programmes de financement des mobilités et de la recherche, le développement de dispositifs de financement mixtes, pilotés conjointement par le Brésil et l'Europe, serait un puissant levier de coopération, et de partage tant des responsabilités que des fruits de la connaissance ;
- Ensuite, le travail de rapprochement, ou en tout cas de traductibilité des systèmes d'enseignement supérieur, c'est-à-dire des cursus et des diplômes, est désormais un objectif qui ne peut être ignoré. La confiance dans la qualité de nos enseignements respectifs doit s'installer durablement, et nos étudiants, futurs professionnels ou futurs collègues au sein d'un espace de circulation euro-brésilien, doivent pouvoir être assurés de la reconnaissance de leurs acquis, d'où qu'ils viennent.

La question linguistique sera bien sûr centrale dans ce panorama. Elle est tout d'abord, en Europe, un enjeu de communication entre ses propres citoyens – on plaisante parfois en disant que la langue officielle de l'Europe c'est la traduction. Hélas, de nombreux progrès sont encore à faire : 40 % seulement de nos étudiants atteignent un niveau autonome dans une autre langue, et parmi eux seulement un quart possédera également

une seconde langue étrangère. Pour y répondre, en complément des politiques linguistiques nationales, le programme Erasmus+ proposera des tests puis un enseignement à distance des cinq principales langues européennes.

Plus que jamais, la préservation et le développement de la diversité linguistique seront également une responsabilité et une nécessité pour développer des échanges avec nos partenaires du monde entier. Il s'agit à nos yeux de respecter la complexité du monde, et de ne pas le ramener à une langue unique, quel que soit son degré de fonctionnalité.

Ceci reste possible. C'est ce que j'ai tenté de montrer en m'adressant à vous, chers amis et collègues brésiliens, et bien qu'imparfaitement, dans la langue qui est la vôtre.

Jacques Comby

Président de l'Université Jean Moulin – Lyon 3

Président de la Commission de Relations Internationales et
Européennes

Conférence des Présidents d'Université